



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 196 – 6 MAI 2020

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

L'AFRIQUE
SUBSAHARIENNE
POURRAIT
ENREGISTRER
UNE
CONTRACTION
DE 1,6% DE SON
PIB EN 2020

LE FMI APPROUVE
UN ALLEGEMENT
IMMEDIAT DE LA
DETTE POUR 25 PAYS
DANS LE CONTEXTE
DE COVID-19

INVESTISSEMENT DE
10 M USD DE LA
BAFD DANS UN
FONDS DEDIE AUX
INFRASTRUCTURES DE
SANTE EN AFRIQUE

MAURITANIE : COVID-
19 : LE FONDS SPECIAL
DE SOLIDARITE SOCIALE
POUR LA LUTTE CONTRE LE
COVID 19 ENREGISTRE
14,1 M EUR DE DONS EN
PROVENANCE DU SECTEUR
PRIVE

SENEGAL :
BAISSE DES PRIX
DU COMMERCE
EXTERIEUR EN
FEVRIER 2020

ETHIOPIE :
ORGANISATION DE
L'APPROVISIONNEM
ENT EN DENREES
ALIMENTAIRES DE
BASE

SOUDAN :
DURCISSEMENT DES
MESURES DE
CONFINEMENT
DANS L'ETAT DE
KHARTOUM

OUGANDA : LES
BANQUES
COMMERCIALES
ENCOURAGEES PAR LE
PRESIDENT MUSEVENI A
ASSOULIR LE
REMBOURSEMENT DES
PRETS

NIGERIA : L'UE
ANNONCE UNE
CONTRIBUTION DE
50 M EUR EN
REPONSE A
L'EPIDEMIE



ACTUALITE REGIONALE

▼ L'Afrique subsaharienne pourrait enregistrer une contraction de 1,6% de son PIB en 2020

En raison de la crise sanitaire mondiale causée par l'épidémie de COVID-19, l'économie de l'Afrique subsaharienne devrait se contracter de 1,6% en 2020 selon le FMI, ce qui représente une révision à la baisse de 5,2 points de pourcentage par rapport aux prévisions d'octobre 2019 et équivaut à une baisse de près de 4% du PIB par habitant. Les économies ouest-africaines francophones, bien qu'impactées, se montrent relativement résilientes : à l'exception de la Mauritanie (-2%, plus forte révision à la baisse de la zone), tous les pays francophones pourraient échapper à la récession en 2020 et l'UEMOA devrait être la région la plus dynamique du sous-continent (+2,5%).

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Le FMI approuve un allègement immédiat de la dette pour 25 pays dans le contexte de COVID-19

Cet allègement a été approuvé le 13 avril au titre du fonds fiduciaire réaménagé d'assistance et de riposte aux catastrophes (fonds fiduciaire ARC), dans le cadre des mesures prises par le FMI pour aider ses pays membres à faire face aux conséquences de la pandémie de COVID-19. Les 25 pays bénéficiaires recevront des dons qui couvriront leurs obligations envers le FMI pour une phase initiale de 6 mois. Le fonds fiduciaire ARC peut actuellement fournir un allègement du service de la dette sous forme de dons à hauteur d'environ 500 M USD. 20 pays bénéficiaires se situent sur le continent africain, dont 10 pays en Afrique de l'Ouest.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Le Club de Paris et le G20 annoncent une suspension du service de la dette pour les pays les plus pauvres

Les ministres des Finances du G20 et les créanciers du Club de Paris se sont accordés le 15 avril 2020 sur une suspension temporaire du service de la dette des pays les plus pauvres. Elle bénéficiera à 76 pays, dont une quarantaine situés en Afrique subsaharienne, et libère 14 Mds USD. Tous les créanciers publics bilatéraux participeront à l'initiative, dont la France, les Etats-Unis, la Chine et la Russie. Le moratoire durera jusqu'à fin 2020 et la question d'une éventuelle prolongation sera examinée d'ici la fin de l'année. Les créanciers du Club de Paris et le G20 ont appelé tous les créanciers privés à participer à l'initiative.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ L'aide publique au développement atteint 152,8 Mds USD en 2019, en progression de 1,4% en g.a.

L'OCDE a publié le 16 avril les statistiques de l'aide publique au développement (APD) en 2019. L'APD des pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) s'est élevée à 152,8 Mds USD en 2019, soit 0,3% de leur RNB combiné. Elle a ainsi augmenté de 1,4 % en termes réels par rapport à 2018, notamment tirée par la hausse de 5,7% des prêts souverains bilatéraux en équivalent-subvention. La contribution de la France a augmenté de 4,2%. L'Union européenne et ses pays membres contribuent à hauteur de 75,2 Mds EUR au total, soit 0,46% du RNB combiné, et représentent ainsi 55,2% de l'APD mondiale.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Investissement de 10 M USD de la BAfD dans un fonds dédié aux infrastructures de santé en Afrique

La Banque Africaine de Développement (BAfD) a injecté 10 M USD (9,2 M EUR) dans le fonds mauricien Razorite Healthcare Africa Fund 1 (RHAF1). Ce fonds est destiné au financement d'infrastructures de santé sur le continent africain et vise une levée de fonds totale de 100 M USD (92 M EUR). D'une maturité de 10 ans, cet investissement doit permettre le renforcement de la capacité d'accueil de 1 500 lits sur le continent et l'emploi de 500 personnes. La BAfD estime le besoin en financement de ce secteur au niveau continent à hauteur de 66 Mds USD (61 Mds EUR) par an.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Forte revue à la baisse des prévisions de soldes publics des pays de la zone par le FMI

Selon les dernières estimations du FMI (World Economic Outlook en date du 14 avril 2020), les soldes publics des pays de la zone se dégraderaient de 3 points pour passer de 4 % du PIB en moyenne en 2019, à 7 % du PIB en 2020. Face au surcroît de dépenses pour faire face à la crise sanitaire, et aux moindres recettes liées au ralentissement, et/ou aux mesures fiscales, la majorité des pays de la zone verrait son déficit se creuser par rapport aux prévisions d'octobre 2019. Le Burundi et Madagascar font exception, bénéficiant de résultats observés en 2019 plus favorables que la prévision, pour respectivement 3 pts et 1 pt, tandis que l'effet de la crise se cumule avec une mauvaise performance observée des finances publiques pour Maurice, le Soudan et le Soudan du Sud.

Pays	Solde Public en % du PIB			écart prév. précédente	
	2019	2020	2021	2020	2021
Burundi	-6,0	-9,0	-6,8	1,0	4,2
Comores	-2,2	-3,8	-2,7	-1,5	-0,5
Djibouti	-0,8	-2,7	-1,7	-1,1	0,7
Erythrée	-1,5	-5,0	-4,5	-2,1	-0,6
Ethiopie	-2,5	-3,0	-3,4	0,0	-0,4
Kenya	-7,8	-7,7	-6,9	-1,1	-0,8
Madagascar	-1,4	-4,0	-4,8	0,5	0,3
Maurice	-6,5	-10,6	-5,9	-7,8	-3,2
Rwanda	-5,2	-8,1	-4,6	-4,0	-0,5
Seychelles	0,9	-14,1	-5,7	-15,7	-6,2
Somalie					
Soudan du Sud	-0,3	-2,7	-1,2	-6,6	-4,6
Soudan	-10,8	-16,9	-20,6	-5,8	-8,2
Tanzanie	-2,9	-3,8	-4,4	-0,3	-0,7
Ouganda	-6,7	-6,8	-6,6	1,8	-1,9

✉ adrien.hartemann@dgtresor.gouv.fr ; gaelle.siujieng@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Burkina Faso : COVID-19 : La crainte d'un important impact sur la consommation

Selon les autorités, la mise en quarantaine et la fermeture des grands centres de consommation aggravent la santé économique du pays et des populations. Du côté de la demande, la consommation finale devrait ralentir (4,9% contre 5,4%), en lien avec le fléchissement de la consommation finale du privé (-1,4%) à la suite des pertes de revenus et d'emplois. L'investissement devrait baisser, tant privé (-0,3%) que public (-7,1%). Quant aux exportations et importations, elles connaîtraient une baisse, plus prononcée pour les importations. Les importateurs locaux de denrées alimentaires émettent notamment des inquiétudes quant à leurs sources d'approvisionnement.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Cap-Vert : L'inflation a atteint 1,6% en g.a. en mars 2020, stable par rapport au mois précédent

Le taux d'inflation au Cap-Vert s'est établi en mars 2020 à 1,6% en glissement annuel (contre 1,9% en février). En moyenne annuelle, il est de 1,3%, et de 0% par rapport au mois précédent. L'inflation sous-jacente s'est élevée à 2% en g.a (contre 1,5% en février). Les prix des produits du secteur de la santé ont augmenté de 6,4% en g.a en mars 2020, ceux des hôtels, restaurants, cafés et autres de 5%, les prix de l'alimentation et des boissons non alcoolisées ont augmenté de 4,2%, ceux des boissons alcoolisées et du tabac de 3,6% et des transports de 1,7%, alors que les prix des logements, électricité, gaz etc. ont baissé de 1,4%.

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : COVID-19 : Création des fonds de soutien à l'économie et du Comité interministériel des matières premières pour le secteur agricole

Le Conseil des ministres ivoiriens du 15 avril 2020 a confirmé la création des fonds de soutien préalablement annoncés par le Premier ministre : le Fonds spécial de solidarité (170 Mds FCFA) ; le Fonds de soutien aux grandes entreprises (100 Mds FCFA) ; le Fonds de soutien aux PME (150 Mds FCFA) ; le Fonds d'appui aux acteurs du secteur informel (100 Mds FCFA) ; et le programme d'urgence pour le soutien aux filières agricoles d'exportations et au secteur des productions alimentaires (300 Mds FCFA). Pour ce dernier dispositif, un cadre de gouvernance simplifié dénommé Comité Interministériel des Matières Premières, sera mis en place.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : COVID-19 : Plusieurs dons pour soutenir le plan de riposte à la pandémie

A l'instar de plusieurs pays dans le monde, la Côte d'Ivoire continue de recevoir des dons afin soutenir son plan de riposte face au COVID-19. La représentation diplomatique indienne en Côte d'Ivoire a fait un don d'une valeur de 60 K EUR, composé de 50 t de riz et de produits sanitaires pour le lavage des mains. Le groupe Barrick Gold a remis 382 K EUR au profit du ministère de la Santé, 229 K EUR au ministère de la Solidarité, de la cohésion sociale et de la lutte contre la pauvreté et 152 K EUR au ministère des Mines et de la géologie. Le ministre de la Santé a assisté, à l'aéroport d'Abidjan, à l'arrivée d'un don du groupe Sanofi de 3500 doses de Plaquenil.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : COVID-19 : impact de la fermeture des frontières sur la hausse le prix de certaines denrées

En raison de la fermeture des frontières, mesure faisant suite à la déclaration des premiers cas de COVID-19 en Guinée, certaines denrées vendues sur les marchés connaissent une flambée des prix. A Kankan, capitale de la Haute Guinée, les populations constatent ainsi une hausse du prix du riz blanc de 4 % et le thé vert de 50 %. Pour rappel, la Primature a inscrit dans son Plan de riposte économique à la crise sanitaire du COVID-19 le gel des prix des produits de première nécessité. En 2020, d'après les dernières données disponibles, le FMI table sur une inflation moyenne de 8,5%.

✉ loic.peringuey@diplomatie.gouv.fr

▼ Guinée : COVID-19 : La BCRG adopte des mesures de soutien au secteur financier

En vue d'atténuer l'impact négatif de la pandémie du COVID-19 sur l'activité et la stabilité financière, la Banque centrale a décidé de la mise en place de 18 mesures. Elles visent principalement à (i) soutenir la liquidité et l'activité bancaire (baisse de 1 point du taux directeur et du coefficient de réserves obligatoire, injections de liquidité et assouplissement des normes prudentielles) ; (ii) réduire certaines charges des banques et compagnies d'assurance (report de paiement pour des frais de supervision et de contrôle ainsi que des cotisations aux fonds de garanties) et (iii) susciter au sein des institutions financières la prise en compte des risques liés au COVID-19 dans le cadre de leurs activités.

✉ claudio.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : COVID-19 : Récentes décisions du gouvernement en faveur de l'économie et des populations vulnérables**

Le Président a annoncé le 10 avril des mesures de soutien à l'économie et aux populations vulnérables, estimée à 500 Mds FCFA, notamment : la création d'un fonds spécial (100 Mds FCFA) pour les pauvres, la diminution des taxes douanières pendant 3 mois sur les produits de première nécessité, la distribution gratuite de 56 000 t de céréales et de 16 000 t d'aliments bétail, le paiement de la totalité de la dette intérieure due au 31 décembre 2019, la commande de 20 M de masques lavables produits localement et payés par l'Etat, l'apurement des mandats du Trésor au titre de l'exercice 2020 (100 Mds FCFA) et la dotation du fonds de garantie du secteur privé à hauteur de 20 Mds FCFA.

✉ valery.alves@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : COVID-19 : Le Fonds Spécial de Solidarité Sociale pour la lutte contre le COVID 19 enregistre 14,1 M EUR de dons en provenance du secteur privé**

Dans son annonce, le 25 mars dernier, du plan d'urgence pour faire face à la crise du coronavirus, le Président mauritanien Mohamed Ould El-Ghazouani avait acté la création d'un fonds destiné à la lutte contre le COVID-19. Le 14 avril, la Banque centrale de Mauritanie a publié la liste de l'ensemble des donateurs sur son site internet et révèle avoir enregistré des contributions à hauteur de 14,1 M EUR. Parmi les donateurs figurent de nombreux hommes d'affaires mauritaniens, des institutions étatiques ou entreprises publiques, mais également des groupes internationaux (y compris français).

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : Rebondissement dans l'enquête parlementaire, l'ancien premier ministre Laghdaf charge l'ex Président Aziz**

Convoqué devant une commission d'enquête parlementaire chargée de faire la lumière sur des grands dossiers économiques de la décennie de l'ex-Président Ould Abdel Aziz, Moulaye Mohamed Laghdaf (Premier ministre entre août 2008 et juin 2014) a placé l'ensemble des responsabilités sur l'ex-président de la République. Il a affirmé que les dossiers sur lesquels enquête la commission étaient personnellement suivis par l'ex-Président. Il affirme que les secteurs des finances, de l'énergie, des mines et de la pêche ne faisaient, pour ainsi dire, pas partie de son portefeuille. L'ex-Président est attendu prochainement pour une audition devant l'enquête parlementaire.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : Baisse des prix du commerce extérieur en février 2020

L'Agence nationale de la statistique et de la démographie fait état, en février, d'une baisse des prix des produits à l'importation de 4,1%, par rapport au mois précédent. Elle est due au repli des prix des produits des sections « produits minéraux » (-11,3%), « produits des industries alimentaires, tabacs » (-8,5%), « produits du règne végétal » (-2,0%) et « matériel de transport » (-2,0%), atténuée par la hausse des prix des « produits des industries chimiques » (+16,5%) et « machines et appareils » (+1,7%). Les prix à l'importation augmentent en revanche de 1,3% en g.a et les prix à l'exportation ont augmenté de 0,6% en g.a..

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : COVID-19 : la CNSS accorde jusqu'à 100% de remise de majoration de retard sur les paiements des arriérés de cotisations

La Caisse Nationale de Sécurité Sociale a adopté des mesures en faveur des opérateurs économiques enregistrés dans ses livres. La première concerne la suspension du calcul des majorations de retard sur les paiements des cotisations sociales dues par les employeurs assujettis, entre avril et juillet 2020. La seconde concerne la remise des majorations de retard sur les paiements des arriérés de cotisations sociales au profit de toutes les entreprises qui s'engageront à payer leurs dettes sociales jusqu'au 31 octobre 2020. Le secteur informel bénéficiera d'une remise de 100%, les PME/PMI de 25% et les grandes entreprises de 50%. Le coût de ces mesures est estimé à 5 M EUR.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : Organisation de l'approvisionnement en denrées alimentaires de base

La production agricole domestique ne permet structurellement pas de satisfaire les besoins de la population, et les invasions de criquets et les pluies du début d'année conduisent à anticiper de mauvaises récoltes. Alors que l'épidémie Covid19 progresse, une rupture de l'approvisionnement des ménages en denrées alimentaires causée par des pénuries, des blocages logistiques ou un taux d'inflation plus élevé encore (26,9 % à mars 2020 en g.a.) serait facteur de troubles sociaux voire sécuritaires. Le ministère du Commerce et de l'Industrie a publié un appel à expression d'intérêts visant à importer en Éthiopie des denrées de base (2,4 M de tonnes de blé, de sucre, de riz et plus de 100 M de litres d'huile). Les entreprises choisies devront accepter un délai de paiement d'au moins 2 ans. Pour la première fois, l'importation de denrées alimentaires est ouverte aux entreprises étrangères.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : Déplacements contraints de population liés au risque d'inondation du fleuve Tana

Les trois barrages de Masinga, Kindaruma et Kiambere sont aujourd'hui au maximum de leur capacité de stockage et les berges du fleuve Tana pourraient être inondées dans les prochains jours. Le gouvernement kenyan a demandé aux populations de Garissa et celles habitant le long du fleuve Tana, de se mettre en sécurité dans des zones en plus haute altitude. Cette situation est le résultat des fortes pluies depuis mi-avril sur cette région du Kenya, pluies qui devraient au moins se poursuivre jusqu'à la fin du mois de mai. Le Kenya est depuis quelques années touché par le changement climatique. En mai 2018, les pluies torrentielles qui se sont abattues sur l'Afrique de l'Est ont causé le déplacement de 260 000 habitants au Kenya et touché 500 000 personnes en Somalie, alors que ces populations se remettaient à peine de la sécheresse et de la famine qui avaient sévi auparavant dans la région.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : Les secteurs manufacturier, du commerce et des transports font face à la désorganisation des chaînes logistiques

Si la part du secteur manufacturier dans le PIB est en baisse, de 13,0 % en 2011 à 7,4 % en 2019, il reste cependant un pourvoyeur important d'emplois : 307 600, soit 10,6 % des actifs formels. Il devrait subir une hausse de ses coûts d'approvisionnements en raison de sa dépendance à la Chine. En 2018, 46 % du coton, 62 % des ouvrages en fonte et acier, 66 % des étoffes et 51 % du matériel électronique importés provenaient de Chine. C'est également le cas pour le commerce de gros et de détail - 7,3 % du PIB en 2019 et 206 400 emplois formels-, principalement composé de PME et particulièrement vulnérable aux chocs. Selon Kenya Private Sector Alliance, les importations en provenance de la Chine ont chuté de 36,6 % au cours des deux premiers mois de 2020. Avec la suspension des vols internationaux¹ et les nouvelles contraintes sanitaires et réglementaires qui émergent dans le sillage de la crise, le secteur des transports devrait subir un important ralentissement de l'activité. Il contribue à 8,4 % du PIB en 2019 et 90 600 emplois formels.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

¹ Suspension des vols internationaux limitée au transport de passagers, les vols cargo étant encore autorisés.

▼ Soudan : Durcissement des mesures de confinement dans l'Etat de Khartoum

La cellule chargée des mesures de lutte contre le COVID-19 a décidé de ne plus délivrer de nouveaux permis de circulation, de fermer les 15 stations-service encore ouvertes et d'interdire l'approvisionnement en carburant, sauf pour les véhicules de transport de farine, de ramassage des déchets et des véhicules utilisés en cas d'urgence. Elle a également interdit les activités des vendeuses de thé dans les rues. De son côté, la BoU a décrété la fermeture des agences bancaires au public. Cependant, les institutions bancaires doivent veiller à ce que leurs distributeurs automatiques soient dûment approvisionnés. Enfin, l'Autorité de l'Aviation civile a reconduit la suspension des vols de passagers jusqu'au 20 mai, tout en maintenant l'exemption faite aux vols d'aide humanitaire, des sociétés pétrolières, de rapatriement des étrangers ainsi que des vols cargo. Ces derniers assurent, en plus des importations des médicaments et des équipements légers, les exportations de viande, légumes et fruits vers les pays du Golfe.

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : Création d'un comité d'urgence économique

Ce comité, avatar du haut mécanisme de gestion de la crise créé mi-mars dernier, est présidé par le Vice-président du Conseil de Souveraineté, le lieutenant-général Muhammad Hamdan Daglo (alias Hémedti), et a pour Vice-Président le Premier ministre. Ce comité regroupe les principaux ministres du secteur économique, des représentants de la police, des douanes, des impôts, de la Banque centrale et des FCC. Lors de sa première réunion, ce comité a pris plusieurs décisions relatives à la lutte contre le trafic d'or et de devises et à l'amélioration de la situation d'approvisionnement en produits de base. Il a également acté la création d'un fonds d'investissements national, dont les modalités de fonctionnement ne sont pas encore établies, regroupant les biens saisis aux organes de l'ancien régime et ceux des entreprises publiques placées récemment sous la tutelle du ministère des finances.

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : le FMI prévoit une récession de -3,4% en 2020

Conséquence de la chute des cours pétroliers et des mesures de confinement en réponse à l'épidémie de COVID-19, le FMI prévoit une récession du PIB nigérian de -3,4% en 2020 avec un rebond de +2,4% en 2021. Après +11,4% en 2019, l'inflation repartirait à la hausse à +13,4% et le déficit se creuserait à -6,4% du PIB en 2020, contre 5,0% en 2019. La dette publique augmenterait de 29,4% à 35,3% du PIB, dont une part externe de 17,4% du PIB (+190 points de base par rapport à 2019). Enfin, fortement mises à contribution depuis le début de l'année, les réserves de change ne couvriraient plus que 3,9 mois d'importations, contre 6,1 mois précédemment. Elles étaient de 33,98 Mds USD le 14 avril, contre 36,14 Mds USD un mois plus tôt.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Ouganda : Baisse du taux directeur de 100 points de base par la Banque centrale ougandaise (BoU)

Cette baisse du taux directeur intervient après une première diminution annoncée en février, le taux directeur est désormais à 8 %. L'objectif est de contrer les retombées négatives de la pandémie du Covid-19 sur les banques commerciales, les institutions de microcrédit et l'économie réelle. Selon la BoU, la pandémie du Covid19 a entraîné une forte contraction de l'activité économique liée à une combinaison de perturbations de la chaîne d'approvisionnement mondiale, de restrictions de voyage, de mesures visant à limiter les contacts entre les personnes et de la baisse soudaine de la demande. L'économie ougandaise ne devrait effectivement croître que 3 à 4 % en 2019/20, contre 6 à 6,5 % selon les prévisions précédentes. A noter que la baisse du taux peut sembler modeste par rapport aux récentes réductions annoncées par d'autres banques centrales africaines.

✉ suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : Les banques commerciales encouragées par le Président Museveni à assouplir le remboursement des prêts

Le Président Yoweri Museveni discutera avec l'ensemble des banques pour s'assurer que les Ougandais ne soient pas obligés de payer leurs acquittements pendant la période où ils n'ont pas travaillé. Cela rejoint les propositions de la banque centrale, qui avait déjà demandé aux banques de restructurer leurs prêts et d'accorder des moratoires pouvant aller jusqu'à 12 mois, au cas par cas. La BoU a également déclaré que les banques commerciales ne devaient pas payer de dividendes à leurs actionnaires afin de conserver des liquidités suffisantes pour absorber les pertes inévitables de cette période.

✉ suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Burkina Faso : COVID-19 : Approbation par le FMI d'un décaissement de 115,3 M USD

Le FMI a approuvé le 13 avril 2020 une aide d'urgence de 115,3 M USD (106,8 M EUR), au titre de la facilité de crédit rapide pour aider le Burkina Faso à satisfaire ses besoins urgents de financement de la balance des paiements. Le pays bénéficiera également d'un allègement du service de sa dette arrivant à échéance au cours des six prochains mois envers le FMI (soit environ 11,9 M USD) au titre du fonds fiduciaire d'assistance et de riposte. Cet appui permettra de limiter la dégradation des finances publiques. Selon les projections du FMI, le déficit budgétaire global est estimé à 5 % du PIB en 2020, contre 3% initialement prévu, imputable à une baisse des recettes, et l'augmentation attendue des dépenses courantes.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Gambie : COVID-19 : Approbation d'un soutien de 21,3 M USD de la part du FMI

Le FMI a approuvé, le 15 avril 2020, une facilité rapide de crédit de 21,3 M USD en faveur de la Gambie, ainsi qu'un allègement du service de la dette au titre du Fonds fiduciaire pour l'endiguement et l'allègement des catastrophes (service de la dette dû dans les 6 prochains mois, soit environ 2,9 M USD). Cet appui financier s'ajoute à la Facilité élargie de crédit de 47,1 M USD adoptée le 23 mars. La croissance économique du pays est revue à la baisse, de 6,3% à 2,5% pour 2020. La dégradation de la balance des paiements est évaluée à 46 M USD (2,4% du PIB) et l'impact budgétaire brut immédiat à 3,6% du PIB.

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : L'Etat investit 2 Mds GNF pour remettre sur les rails le train Conakry Express

Le train Conakry Express sera remis en service à compter du 16 avril 2020, suite à un investissement de 2 Mds GNF (environ 200 K EUR) à destination de la société d'assainissement turque Albayrak, consenti par l'Etat Guinéen. L'état d'insalubrité le long des voies ne permettait plus au train de circuler dans des conditions sécurisées, raison pour laquelle il avait été mis à l'arrêt pendant près de 3 mois. Le transport des passagers du mois d'avril au mois de juin se fera gratuitement, comme le prévoit le plan de riposte économique du gouvernement face au COVID-19.

✉ loic.perinquey@diplomatie.gouv.fr

▼ Mali : COVID-19 : Approbation d'un soutien de 25 M USD de la Banque mondiale

La Banque mondiale a approuvé, le 10 avril 2020, un financement de 25,8 M USD (subvention de 12,9 M USD et crédit de 12,9 M USD) en faveur du Mali dans le cadre de son programme de lutte contre le COVID-19. Ce financement permettra l'amélioration de l'accès aux services de santé, la promotion d'une réponse intégrée à la pandémie (renforcement du dépistage, de la détection, du traitement des patients, amélioration des capacités des laboratoires et des moyens de veille sanitaire).

✉ valery.alves@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : COVID-19 : Approbation par le FMI d'un décaissement de 114,49 M USD

Le 14 avril 2020, le FMI a approuvé le décaissement en faveur du Niger de 114,49 M USD au titre de la facilité de crédit rapide. Cette aide couvre 30% du déficit de financement pour la mise en œuvre du plan de riposte du Niger. Les fonds aideront à répondre aux besoins urgents de la balance des paiements du pays en comblant d'importants déficits de financement dans les comptes budgétaires et extérieurs. Le Conseil d'administration a également approuvé le report des décaissements au titre de la facilité élargie de crédit soutenant le programme de réforme économique du Niger depuis janvier 2017, afin d'accorder plus de temps aux autorités nigériennes pour l'achèvement de la prochaine revue du programme.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ Niger : COVID-19 : Octroi d'un soutien de 13,95 M USD de la Banque mondiale

Le 15 Avril 2020, la BM a approuvé un financement de 13,95 M USD destiné à lutter contre le coronavirus au Niger et à renforcer les capacités de préparation des systèmes nationaux. Ce programme viendra appuyer le plan d'intervention mis en œuvre par les autorités nigériennes en facilitant l'achat rapide de médicaments et d'équipements indispensables pour le traitement des infections au coronavirus. Il soutiendra la campagne nationale de sensibilisation déployée par les pouvoirs publics auprès de la population. Le projet s'attachera à renforcer le niveau de préparation du pays en développant les moyens de dépistage précoce et de traitement des patients et en améliorant les capacités des laboratoires.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ Sénégal : COVID-19 : Approbation par le FMI d'un soutien de 442 M USD

Le FMI a approuvé en faveur du Sénégal une aide de 442 M USD (409 M EUR), dont 294,7 M USD au titre de l'instrument de financement rapide et 147,4 M USD au titre de la Facilité de crédit rapide. Ce financement contribuera à préserver l'espace budgétaire et à catalyser une aide supplémentaire de la communauté internationale, de préférence sous forme de dons. L'aide du FMI permet de répondre aux besoins urgents de financement de la balance des paiements du pays qui résultent de la pandémie de COVID-19.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Rwanda : Allègement du service de sa dette envers le FMI

Le Rwanda fait partie des 25 pays qui vont bénéficier d'un allègement immédiat du service de la dette par le FMI, pour une période initiale de six mois et un montant de 11 MUSD, dans le cadre du fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes (fonds fiduciaire ARC). Selon la disponibilité des ressources, le Fonds pourrait étendre l'allègement du service de la dette pour une période maximale de 24 mois.

✉ lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

▼ Tanzanie : Injection par l'Etat tanzanien de 4,3 MUSD dans le capital de TAZARA, le gestionnaire du chemin de fer binational en difficulté

Le gouvernement tanzanien a débloqué 10 Mds TZS (4,3 MUSD) pour soutenir l'Autorité des chemins de fer Tanzanie-Zambie (TAZARA), détenue conjointement par les gouvernements tanzanien et zambien à 50/50. Afin d'optimiser les recettes fiscales et financières, les ministres des pays concernés ont convenu d'adopter des politiques préférentielles pour qu'au moins 30 % des marchandises volumineuses soient transportées par chemin de fer. Avec 1860 km de longueur, la ligne relie, depuis 1975, la Zambie enclavée au port de Dar es Salam, en Tanzanie.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : Non réalisation des objectifs de recettes fiscales

En Tanzanie continentale (hors Zanzibar), au cours des 8 premiers mois de l'exercice en cours, la *Tanzania Revenue Authority* (TRA) a collecté 5,5 Mds USD, un montant bien inférieur à l'objectif de 6 Mds USD. La revue économique pour mars 2020 de la Banque centrale de Tanzanie (BoT) indique que les recettes du gouvernement se sont élevées à 5,3 Mds USD, inférieures aux 5,7 Mds USD attendus. Les recettes des administrations locales ont atteint 197 MUSD contre un objectif de 205 MUSD. Or, au cours de l'exercice 2019/20, le gouvernement a budgété des dépenses à hauteur d'environ 14,4 Mds USD (9,08 Mds USD alloués aux dépenses récurrentes et 5,3 Mds USD pour les dépenses d'investissement). Le gouvernement devra donc engranger, par le biais de la TRA, 2,5 Bn TZS par mois pendant les 4 prochains mois, ce qui semble très difficile à réaliser en raison du ralentissement économique actuellement provoqué par la crise du Covid 19.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : le FMI va apporter un appui financier à hauteur de 1 Md USD

Le Comité exécutif du FMI a autorisé le déboursement de 738 M DTS (env. 1 Md USD), soit 100% du quota du Ghana, dans le cadre de la Facilité de crédit rapide afin de permettre au pays de dégager l'espace budgétaire suffisant pour répondre à la crise sanitaire et économique actuelle. Le FMI estime que la croissance ghanéenne devrait atteindre 1,5% en 2020, contre 5,8% attendu avant la crise. Le déficit budgétaire devrait atteindre 9,5% du PIB alors que le risque de surendettement reste élevé, avec une dette publique qui devrait atteindre 68,7% du PIB en 2020 (+ 5,5 points). Le Ghana

venait de conclure en 2019 un programme FMI au titre de la Facilité élargie de crédit, débuté en 2015 pour 664,2 M DTS.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : la diaspora a envoyé 3,3 Mds USD de fonds en 2019

D'après la Banque mondiale, le Ghana a reçu 3,3 Mds USD de transferts en provenance de sa diaspora en 2019, soit environ 5% de son PIB. Ces transferts sont en baisse de 13,2% par rapport à 2018 puisqu'ils atteignaient alors 3,8 Mds USD, soit environ 7,3% du PIB. Les envois de fonds vers le Ghana proviennent en grande partie des États-Unis, du Canada et de pays européens parmi lesquels l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France, l'Italie et l'Espagne. Alors que les pays d'Afrique subsaharienne reçoivent en moyenne 4% de leur PIB en transferts de fonds de la diaspora, ces derniers pourraient diminuer de 5 à 15% en 2020 suite à la crise économique engendrée par la pandémie de COVID-19.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : l'UE annonce une contribution de 50 M EUR en réponse à l'épidémie

L'Union européenne a annoncé contribuer à hauteur de 50 M EUR au “*One COVID-19 Basket Fund for Nigeria*”, initiative commune du gouvernement nigérian et du PNUD, lancée le 6 avril dernier, visant à harmoniser les financements dédiés au plan national de réponse au COVID-19. L'allocation des fonds se fera en consultation avec les autorités nigérianes. Pour rappel, l'aide de l'UE au Nigéria au titre du 11^{ème} Fonds européen de développement (FED) s'élevait jusqu'ici à 562 M EUR pour 2014-2020, organisée autour de trois secteurs prioritaires : “Santé et nutrition” (280 M EUR), “Énergies renouvelables et accès à l'électricité” et “État de droit, gouvernance et démocratie” (100 M EUR).

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : Dangote Cement lève 100 Mds NGN sur le marché des capitaux

Annoncée cette semaine, la filiale ciment du groupe Dangote a réalisé une première levée de fonds de 100 Mds NGN (258 M USD) par l'émission d'obligations. Ces obligations ont été émises sur 5 ans, à un taux d'intérêt compris entre 12,25% et 12,5%. Plus tôt cette année, le conseil d'administration du groupe avait autorisé la levée de 300 Mds NGN (811 M USD) via l'émission d'obligations à moyen terme sur le marché domestique. L'opération présentée par le premier cimentier d'Afrique avait été évaluée plutôt favorablement par l'agence de notation Moody's. Elle va permettre l'expansion du groupe, déjà présent dans 10 pays africains, ainsi que de remplir ses engagements à court terme.

✉ paul.vernier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : la startup de biotech 54Gene lève 15 M USD en série A**

Fondée en 2019, 54Gene a pour ambition de construire une cartographie des données génétiques des populations africaines, qui ne représentent aujourd'hui que 3% des données génomiques utilisées dans la recherche médicale notamment. Cette opération a été dirigée par le fonds d'investissement américain Adjuvant Capital, en collaboration avec la Société financière internationale (groupe Banque mondiale), la société pharmaceutique suisse Novartis et la Fondation Bill et Melinda Gates. Rappelons que 54Gene avait déjà levé 4,5 M USD en juillet dernier en *seed-stage*, puis 500 000 USD en début de mois permettant l'acquisition de matériel médical afin de réaliser 1000 tests supplémentaires de diagnostic du Covid-19 par jour.

✉ margaux.abrieu@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Libéria : Le pays se dote d'un laboratoire de certification du poisson

L'Autorité nationale des pêches et de l'aquaculture libérienne s'apprête à mettre en service un laboratoire compétent pour certifier et contrôler la qualité des poissons. Sa mise en place est le résultat d'un accord de don de 3,1 M USD signé en 2018 avec le gouvernement islandais. Il permettra au pays de répondre aux normes internationales de certification et d'obtenir l'accréditation de l'UE, des États-Unis ou encore du Japon pour l'exportation directe de poisson. Jusqu'alors, les 71 thoniers industriels libériens débarquent en effet dans d'autres ports de pêche de la sous-région pour pouvoir exporter. Les autorités libériennes n'attendent plus que l'arrivée du matériel islandais.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : AAIWUL et GVL s'accordent pour améliorer les conditions des travailleurs dans les plantations d'huile de palme

Le Syndicat des travailleurs agricoles, agro-industriels et industriels du Libéria (AAIWUL) a signé un accord de négociation collective avec Golden Veroleum Liberia (GVL), le plus grand producteur d'huile de palme du pays, qui vise à améliorer les conditions de vie de plus de 4 000 travailleurs agricoles dans les plantations d'huile de palme. L'accord prévoit également le maintien des revenus des salariés, malgré les difficultés économiques du secteur suite à la baisse du prix du palmier à huile.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Bénin : Mise en place du comité de pilotage du projet d'implantation d'unités de production de pierres ornementales et de carreaux de céramique

Le gouvernement béninois a décidé de la mise en place d'un comité de pilotage du projet d'implantation d'unités de production de carreaux de céramique et de pierres ornementales. Le Bénin veut puiser dans ses importants gisements de pierres pour produire ces matériaux utilisés dans le secteur du bâtiment. Pour cette première phase du projet, le granite, le kaolin et l'argile sont ciblés pour être transformés. Le granite proviendra des localités comme Fita, Mbétécoucou, Igangan, Ouogui et Idadjo tandis que les gisements de kaolin à exploiter sont ceux de Kétou, Adakplamè et Zogbodomey.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : COVID-19 : Don de 200 M FCFA de la Chambre des mines

Dans le cadre de la lutte contre le COVID-19, la Chambre des mines du Burkina Faso (CMB) a remis la somme de 200 M FCFA (305 K EUR) au ministère burkinabé de la Santé le 9 avril 2020. Le Président de la CMB Tidiane Barry a mentionné que la contribution globale du secteur allait au-delà de ce montant, et que la CMB avait pu mobiliser 400 M FCFA. Au-delà de ce geste, les différentes compagnies minières se seraient engagées à apporter un soutien aux différentes directions régionales de la Santé par des dons faits régulièrement aux différents centres médicaux et Centres de santé et de promotion sociale (CSPS) au profit des malades et à véhiculer les messages de sensibilisation des communautés riveraines des sites miniers.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Le projet Séguéla pourrait produire 841 000 onces d'or sur 8 ans

La compagnie minière canadienne Roxgold a publié le 15 avril les résultats de l'évaluation économique préliminaire pour son projet aurifère Séguéla. L'étude estime que le projet a la capacité de produire 841 000 onces d'or à un coût global de 749 USD l'once sur une durée de 8,2 ans. La production annuelle moyenne sur les trois premières années devrait être de 143 000 onces, avec un pic de 154 000 onces lors de la 3^{ème} année. Pour concrétiser ce potentiel, la société devra investir 142 M USD, récupérables au bout de 1,2 an. Une étude de faisabilité est prévue et devrait être achevée début 2021. Pour rappel, outre le projet aurifère Séguéla, Roxgold possède la mine Yaramoko au Burkina Faso.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Industries

▼ Services

▼ Mali : COVID-19 : Soutien des opérateurs bancaires au fonds spécial de lutte contre la pandémie

Lancé le 30 mars 2020, le Fonds spécial de lutte contre le COVID-19 a reçu le soutien financier de l'Association professionnelle des banques et établissements financiers du Mali (APBEF-MALI) avec une contribution de 670,5 M FCFA (1,02 M EUR). Le 6 avril, les représentants du secteur privé avaient déjà doté le fonds d'une enveloppe de 500 M FCFA (762 K EUR).

[✉ valery.alves@dgtresor.gouv.fr](mailto:valery.alves@dgtresor.gouv.fr)

▼ Mali : Augmentation de l'offre financière d'ATM Mobilis pour la 4ème licence de téléphonie mobile

ATM Mobilis (opérateur de téléphonie mobile algérien, filiale d'Algérie Télécom) aurait augmenté de plus de 3 Mds FCFA (5 M EUR) son offre pour l'acquisition de la 4ème licence de téléphonie mobile du Mali. Ceci porte à 28 Mds FCFA (42,7 M EUR) le montant total de l'offre financière d'ATM Mobilis, désormais seul en lice. Ce montant pourrait être jugé insuffisant par le Gouvernement malien qui tablait sur 50 Mds FCFA (76,2 M EUR) et une nouvelle procédure d'appel d'offres n'est donc pas exclue. Pour mémoire, l'offre d'ATM Mobilis est nettement inférieure à celle qui avait permis à Telecel (du Burkina Faso, Apollinaire Compaoré) d'acquiescer la 3ème licence (55 Mds FCFA, soit 83,8 M EUR).

[✉ valery.alves@dgtresor.gouv.fr](mailto:valery.alves@dgtresor.gouv.fr)

▼ Ethiopie : Réduction des redevances portuaires pour les exportations éthiopiennes

Le Port de Djibouti a annoncé la réduction des redevances portuaires à hauteur de 82,5 % pour les exportations éthiopiennes pour une durée de deux mois à partir du 14 avril. Seul débouché maritime de l'Éthiopie - 95 % des exportations du pays transitent par Djibouti - cette mesure facilitera le flux des marchandises pour les entreprises exportatrices pendant la crise liée au Covid-19.

[✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr](mailto:anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr)

▼ Madagascar : Le secteur touristique fortement touché par la crise du Covid19

La Confédération du tourisme de Madagascar (CTM) a annoncé les premiers impacts de la crise du Covid-19 sur le secteur touristique. Les opérateurs font face à des pertes estimées à 1900 Mds MGA de chiffres d'affaires (463 MEUR) en 2020, et prévoient une baisse des recettes de 80 % entre juillet et novembre (haute saison). 44 000 emplois directs et 300 000 emplois indirects sont menacés le long de la chaîne de valeur. La CTM a défini les besoins du secteur en termes de mesures économiques, fiscales et sociales afin de soutenir la relance des marchés prioritaires, notamment le transport aérien, et renforcer les capacités des opérateurs et du

personnel. Un plan de relance devrait être dévoilé par le gouvernement le 30 avril pour y répondre.

✉ frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

▼ Rwanda : Reprise de certains vols cargo de RwandAir

Pour permettre la continuité des exportations des produits « Made in Rwanda » et alors que les vols commerciaux RwandAir ne sont plus opérationnels, la compagnie aérienne a relancé ses vols vers Bruxelles, Londres et Guangzhou pour le transport de marchandises. Les vols vers l'Europe permettent de soutenir l'export, tandis que les vols vers la Chine permettent l'approvisionnement en matériel médical.

✉ lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

▼ Soudan : Salaires des fonctionnaires multipliés par 7 en moyenne

Le Premier ministre a signé un décret instituant une augmentation des salaires des fonctionnaires publics de l'ordre de 569 % en moyenne, salaires qui n'avaient pas été revus depuis 2013. Ces nouveaux salaires seront versés à partir de mai avec effet rétroactif au 1er avril 2020. Cette augmentation est la plus importante dans l'histoire de la fonction publique. Le salaire mensuel minimum a été multiplié par 7 et passerait de 425 à 3000 SDG (de 8 à 54 EUR selon le taux de change officiel). Le rapport entre le salaire le plus élevé (50 795 SDG, 919 EUR) et le plus faible (3 000 SDG, 54 EUR) s'établit à 17, tout comme dans la précédente grille. Ces augmentations, d'un coût total estimé à 550 MUSD, vont au-delà de ce qui avait été inscrit au budget adopté fin 2019, puisqu'il ne prévoyait par exemple pour les salaires des enseignants et médecins qu'une augmentation de 100 % et un salaire minimum mensuel de 1000 SDG. En parallèle, les autorités mènent une refonte de la fonction publique, qui compterait environ 770 000 personnes (en 2017). Cette mesure, tout comme d'autres mentionnées dans la presse, laissent présager l'adoption dans les prochains jours ou semaines d'un budget rectificatif.

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Bénin : ANTEA GROUP sélectionné pour la réalisation d'études techniques complémentaires dans le cadre du projet de dragage et de réhabilitation du carrefour critique de Djondji-Houngloun

Le Conseil des ministres du 15 avril 2020 a donné son accord pour que le bureau d'études ANTEA GROUP soit en charge de l'élaboration du cahier des charges ainsi que le dossier technique des travaux du projet de dragage et de réhabilitation du carrefour critique de Djondji-Houngloun. Ledit carrefour relie les lagunes côtières de Grand-Popo et de Ouidah au lac Ahémé par le chenal Ahô. Pour mémoire, les opérations d'assainissement de ce plan d'eau, préalables à la mise en œuvre du projet, ont été réalisées au cours du deuxième semestre 2019, par l'enlèvement systématique des engins de pêche prohibés.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : Halcyon Hospitality Advisors sélectionné pour encadrer la phase d'approche de la construction d'un grand complexe Hôtelier « All Inclusive »

Halcyon Hospitality Advisors a été sélectionné par l'Etat béninois pour réaliser les études de conception, le plan d'affaires et sera chargé de l'assistance à la signature d'un accord de gestion pour le grand complexe hôtelier « All Inclusive » de la zone PLM ALEDJO – EL DORADO. Le projet de construction du complexe « All Inclusive » fait suite aux investissements déjà consentis par le gouvernement pour aménager PLM ALEDJO - EL DORADO en une zone balnéaire et touristique.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : Kosmos Energy réduit de 75 M USD son budget de dépenses pour 2020

Alors que le début de production de l'exploitation gazière GTA est désormais attendu pour 2023 (initialement 2022), en raison de la crise liée au coronavirus, la société américaine Kosmos Energy annonce une nouvelle réduction de son budget de dépenses pour l'année 2020. L'entreprise souhaite maintenir des investissements compris entre 200 et 225 M USD (entre 204 et 236 M EUR) contre 375 M USD (347 M EUR) initialement.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

